

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5153 - Jeudi 02 Juillet 2026 - Prix : 200 Fc

CHN EL-MAAROUF :

Première pose réussie de fistule artériovoineuse



COMORES - QATAR

**Amorce d'un réchauffement
diplomatique ?**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

LITTÉRATURE :

Kamal'Eddine Saindou explore les racines du séparatisme aux Comores

Le Centre d'Animation Socioculturelle de Mtsangani (CASM) a accueilli, lundi soir, une rencontre littéraire consacrée à la présentation de Spirales, le nouvel essai du journaliste et écrivain Kamal'Eddine Saindou. Animée par l'écrivain et éditeur Soeuf Elbadawi, la soirée a réuni un public composé d'écrivains, d'anciens journalistes, de juristes, de responsables politiques, d'anciens ministres ainsi que de nombreux passionnés de littérature.

Publié aux éditions Bilk & Soul, Spirales est un essai journalistique structuré en quinze chapitres et illustré de photographies argentiques. L'auteur y propose une lecture historique et géopolitique du séparatisme aux Comores, qu'il présente comme un facteur majeur de fragmentation de l'archipel et qu'il associe à une stratégie d'influence extérieure, notamment française. À travers cet ouvrage, il revient sur les crises successives ayant marqué Mayotte et Anjouan et analyse les dynamiques politiques qui, selon lui, ont fragilisé la souveraineté des Comores depuis l'indépendance en 1975.

Ancien correspondant de RFI et fondateur du journal Kashkazi, Kamal'Eddine Saindou compare le séparatisme à « un animal polymorphe », capable de changer de forme selon les contextes politiques. Il

estime que les événements survenus à Anjouan en 1997 présentent un degré d'organisation qui dépasse, à ses yeux, le simple enchaînement des circonstances. Selon son analyse, la vie politique comorienne est souvent influencée par des intérêts géopolitiques extérieurs. Il évoque également les parcours d'Ali Soilih, de Mohamed Taki Abdoukarim et d'Ahmed Abdallah Mohamed Sambi comme des exemples de dirigeants qui auraient subi les conséquences de leur opposition à ces dynamiques.

Au fil des chapitres, l'auteur aborde également la question de Mayotte et celle des migrations entre les îles de l'archipel. Il défend l'idée que les divisions identitaires auraient été progressivement construites et entretenues au fil de l'histoire, alimentant la méfiance entre les populations et affaiblissant le sentiment d'unité nationale. Au-delà de l'analyse journalistique, Spirales se veut une réflexion sur la place des Comores dans l'océan Indien, les rapports de force internationaux et les défis auxquels le pays demeure confronté. L'ouvrage invite les lecteurs à porter un regard critique sur l'histoire contemporaine afin de mieux comprendre les mécanismes qui, selon l'auteur, continuent d'influencer la trajectoire politique de l'archipel.

Modérateur de la rencontre, Soeuf Elbadawi a rappelé que « les



Kamal Eddine Saindou en conférence

livres sont faits pour être lus », soulignant que la société comorienne reste fortement marquée par une tradition orale. Il a regretté que peu d'auteurs s'emparent encore de ces grandes questions historiques et politiques, tout en se disant optimiste quant à l'émergence d'une nouvelle génération d'écrivains et de lecteurs. Il a notamment salué la présence de Rafсандjani Mohamed, jeune responsable politique du parti Ushe, qu'il considère comme un signe encourageant de renouvellement.

La présentation a également

permis de retracer le parcours de Kamal'Eddine Saindou. Cofondateur du premier journal indépendant L'Archipel au début des années 1990, puis du journal Kashkazi en 2005, il a contribué à la formation de plusieurs générations de journalistes ainsi qu'à l'élaboration de textes encadrant la profession aux Comores. Ancien membre du Msomo wa Nyumeni, mouvement de la gauche révolutionnaire comorienne, il inscrit son travail dans une démarche de réflexion critique sur l'histoire politique nationale.

Pour plusieurs jeunes présents dans la salle, Spirales constitue une contribution importante au débat sur l'histoire contemporaine des Comores et offre des clés de lecture pour mieux comprendre les fractures politiques qui continuent de marquer le pays. Comme l'a résumé l'ancien journaliste Ali Moindjié : « Le livre de Saindou s'attache à montrer que la politique comorienne n'est bien souvent que l'exécution d'une partition écrite ailleurs, pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. »

Aticki Ahmed Ismael

DE DOMONI À L'UNESCO :

L'ascension internationale des Gardiens du patrimoine culturel

L'ONG Gardiens du Patrimoine Culturel de Domoni (GPCD) a franchi un cap historique les 17 et 18 juin 2026 en obtenant son accréditation officielle auprès de la Convention 2003 de l'UNESCO, avant de participer dans la foulée à son premier Forum des ONG du patri-

moine culturel immatériel, marquant ainsi l'entrée remarquée d'une organisation comorienne dans les cercles internationaux de la gouvernance culturelle.

Domoni entre dans une nouvelle ère. En l'espace de quelques jours, l'ONG

Gardiens du Patrimoine Culturel de Domoni (GPCD) a non seulement obtenu son accréditation officielle auprès de la Convention 2003 de l'UNESCO, mais a également fait une entrée remarquée sur la scène internationale en participant à son tout premier Forum des ONG du patrimoine culturel immatériel à Paris. Cette double avancée marque un tournant décisif pour la société civile comorienne. Longtemps ancrée dans des actions locales de sauvegarde et de transmission, l'organisation franchit désormais les frontières pour s'inscrire au cœur des dynamiques mondiales de gouvernance culturelle. « Cette reconnaissance est l'aboutissement d'un travail rigoureux et passionné, mené sur plusieurs années », souligne le président de l'association, El-Farouk Charif Houmadi.

Derrière cette consécration, un processus exigeant, validé par les instances de l'UNESCO, qui vient attester de la crédibilité et de l'impact des actions menées sur le terrain. Mais au-delà de l'accrédita-

tion, c'est bien l'entrée effective dans les réseaux internationaux qui ouvre une nouvelle perspective. Lors du Forum des ONG, la représentante de l'organisation, Abdouramane Asmah, a pris part à des échanges stratégiques avec des acteurs venus du monde entier. Entre ONG pionnières et nouvelles structures accréditées, les discussions ont posé les bases de futures collaborations, notamment en matière de coopération Sud-Sud. « Nous portons désormais la voix des Comores dans un espace où se construisent les politiques culturelles internationales », lit-on dans un communiqué, insistant sur la responsabilité qui accompagne cette visibilité nouvelle.

À travers cette présence, les savoir-faire locaux, longtemps confinés à leur territoire d'origine, accèdent à une plateforme mondiale. Des pratiques comme l'art de la sculpture sur bois Nakshi trouvent ainsi un nouvel espace de valorisation, de protection et de financement. Cette reconnaissance interna-

tionale n'efface pas les racines locales, bien au contraire. Elle les renforce. Car derrière cette réussite se trouvent des communautés entières à savoir les artisans, jeunes, anciens et bénévoles, tous engagés dans la transmission d'un patrimoine vivant. « Unis dans l'action pour préserver, perpétuer et faire rayonner notre héritage culturel », rappelle le président.

Soutenue par des partenaires institutionnels nationaux et internationaux, l'ONG entend désormais jouer pleinement son rôle consultatif auprès de l'UNESCO. Une mission qui commence dès à présent, avec l'ambition de faire entendre durablement la voix des Comores dans les grandes décisions culturelles mondiales. De Domoni à Paris, le chemin parcouru témoigne d'une évidence, une initiative locale, portée par la conviction et la persévérance, peut aujourd'hui s'imposer comme un acteur crédible de la diplomatie culturelle internationale.

Mohamed Ali Nasra



SANTÉ :

Première pose réussie de fistule artériovoineuse à El-Maarouf

C'est une première nationale attendue depuis vingt ans que la dialyse se fait au pays. Samedi 27 juin, le CHN El-Maarouf a réalisé avec succès la première pose de fistule artériovoineuse, ouvrant une nouvelle perspective pour les patients comoriens souffrant d'insuffisance rénale, jusque-là contraints à l'évacuation sanitaire.

Si le centre de dialyse de Moroni existe depuis plus de quinze ans, les malades étaient jusqu'à présent dialysés exclusivement via des cathéters centraux, exposés à des risques élevés d'infection et d'hémorragie. L'intervention, menée dans le

bloc opératoire du CHN, met fin à cette dépendance. L'opération s'inscrit dans le projet de coopération régionale en santé (CoReg) porté par Expertise France avec le ministère de la Santé, et financé par l'AFD. Dans ce cadre, trois chirurgiens comoriens ont suivi une formation spécialisée à la faculté de médecine Cheikh Anta Diop de Dakar. Ils exercent aujourd'hui au CHN El-Maarouf, à l'hôpital de Hombo à Anjouan et au CHRI de Sambakouni. Au cœur de l'équipe, le Dr Youssouf Mohamed Youssouf, chirurgien des hôpitaux originaire de Koimbani Oichili. Formé successivement à Madagascar, au Bénin, en France et au Sénégal, il exerce aux

Comores depuis fin 2014, d'abord au Centre Médico-Chirurgical de Mbeni puis au CHRI de Sambakouni, avant de réintégrer El-Maarouf fin 2023, dans la période post-COVID.

« La fistule artériovoineuse est une communication créée chirurgicalement entre une artère et une veine pour faciliter la dialyse des patients atteints de maladie rénale chronique. Ce procédé offre un accès vasculaire plus sûr que le cathéter central : il artérialise la veine, la rend plus robuste et assure une voie durable », a-t-il expliqué. Lors de cette première intervention, le professeur sénégalais Magaye Gaye, expert en chirurgie vasculaire, était présent au bloc pour

assister les chirurgiens locaux. Trois patientes suivies en dialyse depuis plusieurs années ont bénéficié de l'intervention. Elles ont quitté l'hôpital avec une fistule fonctionnelle. Par respect du secret médical, l'équipe n'a pas communiqué d'autres détails, précisant seulement qu'elles présentaient le profil typique des insuffisants rénaux jusqu'ici contraints aux cathéters à répétition.

« Avec le cathéter, chaque séance comportait des risques : infections, septicémies, hémorragies. La fistule réduit considérablement ces complications, améliore la qualité de vie et redonne de l'autonomie. La greffe rénale reste la solution idéale, mais

elle n'est pas encore à notre portée », soulignait le Dr Youssouf. L'avancée est aussi financière. Jusqu'à présent, une pose de fistule à l'étranger coûtait aux familles près de 4 000 euros, entre voyage, séjour et acte chirurgical. Au CHN El-Maarouf, l'intervention revient désormais à moins de 500 euros, selon les estimations du spécialiste. Au-delà du geste technique, cette première pose consacre l'autonomie du système de santé comorien et met fin à des années d'évacuations sanitaires pour un acte devenu réalisable sur place.

Hamdi Abdillahi Rahilie

La Direction générale de la Sécurité civile (DGSC) a reçu, mercredi 1er juillet, un lot d'équipements d'urgence d'une valeur de 4 000 dollars, offert par l'UNICEF. La cérémonie de remise s'est tenue en présence de la représentante adjointe de l'UNICEF aux Comores, Marie-Reine Fabry, et du directeur général de la Sécurité civile, Abdallah Rakifi. Cette dotation vise à renforcer les capacités opérationnelles des équipes d'intervention dans la prise en charge des urgences et des catastrophes.

Prenant la parole, le directeur général de la Sécurité civile a rappelé l'ampleur du travail accompli par ses services au cours de l'année 2025. « La Sécurité civile a réalisé 2 019 interventions. Ce n'est pas un simple chiffre. Derrière chacun de ces appels, il y a un incendie, un accident ou une personne en détresse », a déclaré Abdallah Rafick. Il a souligné que

SÉCURITÉ CIVILE :

Remise d'équipements d'urgence

ces interventions ont notamment permis de secourir 879 femmes et 340 enfants. « Ce sont 2 019 occasions où nos équipes ont quitté leurs familles pour protéger celles des autres », a-t-il ajouté, saluant l'engagement quotidien des sapeurs-pompiers. Au-delà des opérations de secours, la prévention constitue également un pilier de l'action de la DGSC.

Avec l'appui de l'UNICEF, 12 856 enfants ont été sensibilisés en moins d'un an aux gestes qui sauvent et à la réduction des risques de catastrophe. Les campagnes ont concerné 4 000 enfants en mai 2025 sur les mécanismes d'alerte, 3 200 enfants en novembre 2025 sur les premiers secours et 5 656 enfants en février 2026 sur les risques liés aux changements climatiques. « Notre mission ne commence pas lorsque les sirènes retentissent. Elle com-

mence dans les écoles, dans les villages et sur nos plages », a souligné Abdallah Rafick, avant de remercier l'UNICEF pour son accompagnement. « Grâce à son engagement constant, l'UNICEF nous permet de renforcer durablement la résilience de notre pays », a-t-il affirmé. Le matériel remis comprend des kits de perfusion, des gants médicaux, des compresses, du sérum physiologique, des trousseaux de premiers secours, un brancard pliable Kang Foldaway Stretcher, une civière souple Quiklitter Drag, des gilets de plongée BCD Edge ainsi que des lampes frontales de 450 lumens.

Ces équipements permettront d'améliorer les conditions d'intervention des équipes de secours sur le terrain. Pour le directeur général, cette dotation représente bien plus qu'un simple appui matériel. « Ces



équipements ne sont pas de simples matériels. Ils représentent davantage de rapidité, d'efficacité et de protection pour nos équipes. Et surtout, davantage de vies que nous pourrions sauver », a-t-il conclu. En associant renforcement des capacités opérationnelles et sensibilisation des populations, notamment des

enfants, la coopération entre l'UNICEF et la Direction générale de la Sécurité civile contribue à consolider la préparation des Comores face aux urgences et aux effets croissants des changements climatiques.

El-Aniou Fatima

COMORES - QATAR

Amorce d'un réchauffement diplomatique ?

En visite de travail à Doha, le ministre comorien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mbae Mohamed, a rencontré mardi son homologue qatari, le ministre d'État aux Affaires étrangères, Sultan bin Saad Al Muraikhi. Si les deux chancelleries sont restées discrètes sur le contenu détaillé de leurs

échanges, cette rencontre est perçue comme un nouveau signe du rapprochement diplomatique engagé entre les deux pays après plusieurs années de relations refroidies. Elle intervient dans un contexte de profonde recomposition des équilibres diplomatiques au Moyen-Orient.

« Son Excellence Sultan bin Saad Al Muraikhi, ministre d'État aux Affaires étrangères, a rencontré mardi Son Excellence Mbae Mohamed, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores, en visite au Qatar », indique une dépêche de l'Agence de presse qatarie (QNA). Selon cette même source, « l'entretien a porté sur les relations de coopération bilatérale et les moyens de les renforcer et de les développer, ainsi que sur divers sujets d'intérêt commun ». Du côté du ministère comorien des Affaires étrangères, le communiqué va dans le même sens. « Les discussions entre les deux ministres ont porté sur le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre l'Union des Comores et l'État du Qatar, ainsi que sur plusieurs autres sujets d'intérêt commun. »

Les relations diplomatiques entre Moroni et Doha avaient été

fortement affectées en 2017 lorsque les Comores s'étaient alignées sur la position de l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. La décision de Moroni de rompre ses relations avec Doha avait alors entraîné l'interruption de plusieurs programmes de coopération. Depuis 2021, les contacts entre les deux États se sont progressivement multipliés, laissant entrevoir une volonté commune de normaliser leurs relations. La rencontre du 30 juin s'inscrit dans cette dynamique. Selon une source au ministère comorien des Affaires étrangères, les relations bilatérales sont aujourd'hui « bonnes et en voie de renforcement ». Sans annoncer d'accord majeur à l'issue de cette visite, cette source estime que « la visite de travail du ministre Mbae Mohamed constitue le signe le plus clair d'un réchauffement des relations après plusieurs années de refroidissement diplomatique ».

Avant la crise diplomatique de 2017, le Qatar figurait parmi les

partenaires importants des Comores en matière de développement. Plusieurs projets avaient bénéficié d'un financement qatari, dont certains sont restés inachevés ou suspendus à la suite de la rupture des relations. L'hôpital de Bambao est souvent cité parmi les projets emblématiques affectés par cette situation. Dans ce contexte, une normalisation complète des relations pourrait ouvrir la voie à la relance de plusieurs dossiers de coopération économique et sociale. Si aucune annonce concrète n'a encore été faite à l'issue de la rencontre de Doha, les observateurs y voient un signal politique en faveur d'un rapprochement entre les deux pays. Reste à savoir si cette dynamique diplomatique se traduira dans les prochains mois, par la reprise effective des projets de coopération et par de nouveaux engagements communs.

Imtiyaz



TRIBUNE

Le pays souffre, le pouvoir se vexe

"Le pire des ignorants n'est pas celui qui ne sait pas, mais celui qui méprise le savoir chez les autres pour masquer ses propres limites », nous dit-on en invoquant Socrate.

Soit. Mais il existe une autre forme d'ignorance, plus dangereuse encore : celle qui consiste à croire que l'on détient seul la vérité, que toute contradiction procède nécessairement de la mauvaise foi et que toute critique n'est qu'une attaque déguisée. C'est souvent le premier symptôme de la suffisance du pouvoir. À défaut de convaincre par son bilan, le pouvoir tente désormais de discréditer ceux qui le questionnent.

Dans une récente tribune, des chroniqueurs et observateurs de la vie publique sont accusés de distribuer des brevets de compétence et d'incompétence, de donner des leçons de gouvernance et de patriotisme, voire de mépriser ceux qui servent l'État. L'accusation est commode. Elle présente toutefois un inconvénient majeur : elle dispense de répondre aux questions de fond.

Car enfin, les chroniqueurs ne jugent pas des individus. Ils décrivent une réalité. Ils mettent des mots sur ce que les Comoriens voient, vivent et subissent chaque jour. Ils parlent de la corruption devenue système, du népotisme érigé en méthode de gouvernement, de l'effacement progressif des institutions et de la confiscation du pouvoir par un cercle toujours plus restreint.

La critique n'est pas une déclaration de guerre. Elle est un droit démocratique. Et lorsqu'un pouvoir ne supporte plus la critique, c'est rarement parce que les critiques sont excessives. C'est souvent parce qu'elles touchent juste. On nous explique ensuite qu'il serait injuste de remettre en cause le mérite des cadres, fonctionnaires, enseignants, médecins, ingénieurs, diplomates ou militaires qui servent le pays. Personne ne remet en cause leur mérite.

La véritable tragédie est précisément là : voir tant de compétences réduites à accompagner silencieusement un système qui les dépasse et parfois les humilie. Le problème n'est pas l'absence de talents aux Comores. Le problème est qu'un pays riche en compétences est gouverné comme s'il en manquait. Le problème est que l'allégeance est trop souvent récompensée davantage que l'excellence. Le problème est que le clan pèse

d'avantage que le mérite. Le problème est qu'à mesure que les institutions s'affaiblissent, les courtisans prospèrent. Voilà le véritable sujet. Le reste n'est que diversion.

Le pouvoir reproche également aux critiques de ne jamais avoir affronté « l'épreuve de la réalité politique ». Comme si la réalité politique se limitait à occuper un bureau ministériel, à prononcer des discours ou à signer des décrets. La réalité politique, c'est pourtant ce que vivent les Comoriens lorsqu'ils quittent les communiqués officiels et reviennent à leur quotidien. C'est l'insécurité qui progresse et qui transforme l'inquiétude en habitude. C'est l'horreur de féminicides qui bouleversent la conscience nationale et d'infanticides d'une barbarie insoutenable qui interrogent la capacité même de l'État à protéger les plus vulnérables.

La réalité politique, c'est la perte progressive de confiance dans la justice, lorsque trop de citoyens ont le sentiment que la loi n'est plus la même pour tous et que l'équité recule devant les intérêts du pouvoir.

La réalité politique, c'est la peur qui s'installe autour d'une armée dont les interventions les plus visibles concernent davantage la répression des contestations citoyennes que la défense des libertés publiques. Une armée devrait être un motif de fierté nationale ; elle ne devrait jamais devenir une source d'inquiétude pour le peuple qu'elle est censée protéger.

La réalité politique, c'est la débandade des sociétés publiques, autrefois présentées comme les instruments du développement national et aujourd'hui devenues, pour beaucoup, les symboles de l'inefficacité, de la mauvaise gestion et du gaspillage des ressources collectives.

La réalité politique, c'est la vie chère qui frappe chaque foyer. Ce sont les prix qui augmentent plus vite que les revenus. Ce sont les familles qui calculent chaque dépense, les commerçants qui s'essouffent et les ménages qui voient leur pouvoir d'achat s'effondrer.

La réalité politique, c'est un système éducatif en chute libre, où les promesses de réforme se succèdent tandis que le niveau recule, les infrastructures se dégradent et l'avenir de la jeunesse devient une variable d'ajustement des discours officiels.

La réalité politique, c'est une santé publique malade. Ce sont des hôpitaux qui manquent de moyens, des patients contraints de chercher ailleurs les soins

qu'ils devraient trouver dans leur propre pays et des familles qui vivent l'épreuve de la maladie avec le sentiment douloureux d'être abandonnées par les institutions.

La réalité politique, c'est aussi celle d'une jeunesse qui doute de son avenir, de diplômés sans perspectives, d'entrepreneurs découragés, d'agriculteurs oubliés et de familles accablées par une vie toujours plus difficile.

Voilà la réalité politique. Elle n'est ni théorique ni idéologique. Elle se vit chaque jour. Elle se mesure dans les angoisses des familles, les difficultés des travailleurs, la lassitude des jeunes et la colère silencieuse d'un peuple qui a le sentiment de recevoir davantage d'explications que de solutions.

Face à ces réalités, les Comoriens attendent des réponses, des résultats et une vision. Ils n'attendent pas qu'on leur explique que ceux qui dénoncent ces problèmes seraient coupables de manquer de patriotisme. Car la première responsabilité d'un État n'est pas de répondre aux critiques. Elle est de répondre aux crises.

À ceux qui demandent quand seront appliquées les prétendues « leçons » des chroniqueurs, la réponse est simple. Il ne s'agit pas de leçons. Il s'agit de contributions. Il s'agit d'idées. Il s'agit de propositions destinées à restaurer des institutions progressivement transformées en instruments de conservation du pouvoir. Ces propositions seront appliquées lorsque les Comores retrouveront une véritable respiration démocratique. Lorsque les institutions serviront l'État au lieu de servir un homme.

Lorsque la justice retrouvera son indépendance. Lorsque l'administration cessera d'être l'annexe d'un parti. Lorsque le citoyen cessera d'être considéré comme un sujet. Lorsque la critique cessera d'être traitée comme une menace.

Le passage consacré aux élections mérite une attention particulière. On nous rappelle doctement que dans toute démocratie, l'accès au pouvoir passe par les urnes. Personne n'en doute. Encore faut-il que les urnes parlent. Et surtout qu'on les écoute.

Car une élection démocratique ne consiste pas simplement à annoncer une date, organiser un vote puis proclamer un vainqueur. Une élection démocratique suppose l'égalité des moyens. Elle suppose l'accès équitable aux médias publics. Elle suppose des institutions



impartiales. Elle suppose une administration neutre. Elle suppose que les forces de sécurité protègent le vote au lieu de protéger un camp. Elle suppose que les résultats sortent des urnes et non des bureaux du pouvoir. Elle suppose enfin que la contestation légitime soit entendue plutôt qu'écrasée.

Autrement dit, elle suppose précisément ce qui manque le plus lorsque les autorités passent davantage de temps à parler de démocratie qu'à la pratiquer. Si le pouvoir souhaite sincèrement convaincre de son attachement aux principes démocratiques, alors ouvrons dès aujourd'hui le débat sur les conditions d'organisation d'élections véritablement crédibles, transparentes et consensuelles. C'est à cette épreuve que se mesure une démocratie. Pas à la multiplication des discours.

Mais le passage le plus révélateur de cette tribune reste celui consacré à la diaspora. Le pouvoir semble particulièrement fier d'un exploit remarquable : certains Comoriens de l'étranger sont revenus au pays, ont célébré des mariages, tenu des conférences de presse, critiqué les autorités et sont repartis sans être arrêtés. L'argument est fascinant. Dans une démocratie normale, cela s'appelle la liberté.

Dans cette tribune, cela semble être présenté comme une faveur exceptionnelle. Et c'est sans doute là que réside tout le problème. Car lorsqu'un pouvoir se félicite publiquement de ne pas emprisonner ses critiques, il révèle involontairement sa conception de la liberté. Une conception où les droits ne sont plus des garanties. Ils deviennent des permissions. Ils ne sont

plus acquis. Ils sont tolérés. Ils ne relèvent plus de la citoyenneté. Ils dépendent de la patience du prince.

Lorsqu'un régime en vient à présenter comme un exploit le simple fait de ne pas réprimer des citoyens venus voir leur famille, célébrer un mariage ou exprimer une opinion, il ne démontre pas la vitalité de sa démocratie. Il révèle plutôt la pauvreté de son imaginaire démocratique.

Enfin, les auteurs de cette tribune affirment n'avoir besoin d'aucune leçon. C'est leur droit. Mais l'histoire politique regorge de dirigeants persuadés de tout savoir au moment même où leur pays s'enfonçait dans la crise. Le véritable danger pour une nation n'est pas l'existence des critiques. Le véritable danger est l'apparition d'un pouvoir qui ne supporte plus d'être critiqué.

Car à partir de cet instant, il cesse progressivement de servir le pays. Il commence à se servir lui-même. Et c'est souvent ainsi que naissent les régimes qui finissent par confondre leur propre survie avec l'intérêt national. Les Comoriens méritent mieux qu'un pouvoir qui s'indigne d'être contesté. Ils méritent un pouvoir capable de répondre aux critiques autrement que par le mépris, la caricature ou l'autosatisfaction. Ils méritent surtout une démocratie où la liberté d'expression n'est pas célébrée comme une exception, mais respectée comme un principe.

Car un pouvoir sûr de lui répond aux critiques. Un pouvoir inquiet attaque les critiques. Et chacun est libre d'en tirer les conclusions qu'il souhaite.

ÉDUCATION :

Trente-cinq lauréats diplômés de l'Institut Confucius de l'Université des Comores

L'Institut Confucius de l'Université des Comores a célébré, mardi 30 juin au stade de Malouzi, la remise de diplômes de sa nouvelle promotion, en présence de l'ambassadeur de Chine en Union des Comores, Huang Zheng. Au total, trente-cinq apprenants ont été diplômés, dont treize étudiants civils issus de l'Institut Confucius et vingt-deux militaires de l'Académie de formation des armées de la gendarmerie (AFAG).

Cette cérémonie marque l'aboutissement de plusieurs années de formation en langue et culture chinoises. Pour les étudiants civils, le cursus s'est étalé sur trois ans, avec pour objectif de leur permettre d'acquérir des compétences linguistiques solides et de renforcer leur employabilité, tout en favorisant les échanges académiques et la coopération entre les Comores et la Chine. L'événement a réuni plusieurs personnalités, notamment le directeur de l'ENFAG, les responsables du groupe scolaire Foundi Abdoulhamide et de l'école Avenir, le secrétaire gé-

ral de l'Université des Comores, ainsi que le personnel de l'ambassade de Chine. Dans son allocution, l'ambassadeur Huang Zheng a salué le travail des enseignants et la détermination des étudiants tout au long de leur formation. « La langue est un pont entre les peuples », a-t-il déclaré, avant d'inviter les nouveaux diplômés à devenir des acteurs du rapprochement entre les deux pays. « Vous êtes appelés à approfondir les relations entre la Chine et les Comores et à mettre vos compétences au service de la coopération », a-t-il souligné, réaffirmant l'engagement de son pays à poursuivre son soutien aux programmes de l'Institut Confucius aux Comores.

De son côté, le directeur de l'Enseignement supérieur, Ali Mohamed, a rappelé l'importance de l'Institut Confucius dans la stratégie de développement de l'Université des Comores. « L'Institut Confucius contribue à la diversification de l'offre de formation universitaire », a-t-il indiqué. Selon lui, la maîtrise de la langue chinoise ouvre de nouvelles perspectives aux étudiants, aussi bien

dans la poursuite des études supérieures que dans les échanges académiques et le monde professionnel. Il a également salué le partenariat avec l'ENFAG, estimant que « former des personnels capables d'évoluer dans un environnement international constitue aujourd'hui une nécessité ». Les treize étudiants civils ont suivi un programme complet portant sur l'expression orale, la compréhension écrite, la grammaire ainsi que la découverte de la culture chinoise. Les vingt-deux militaires de l'ENFAG ont, quant à eux, bénéficié d'une formation adaptée aux exigences de leurs missions professionnelles.

La cérémonie a également été marquée par la distinction des élèves du groupe scolaire Foundi Abdoulhamid et de l'école Avenir. Les meilleurs élèves ont reçu des certificats de mérite accompagnés d'une récompense financière. Cette initiative vise à encourager l'excellence scolaire et à renforcer les liens entre l'Institut Confucius et ses établissements partenaires. En présence des familles, des enseignants, des encadreurs et des camarades de pro-



motion, les différents intervenants ont salué la qualité de la formation dispensée ainsi que les efforts consentis par les diplômés tout au long de leur parcours.

À travers cette nouvelle promotion, l'Institut Confucius confirme son développement au sein de l'Université des Comores. L'établissement entend poursuivre le renforcement de son offre de formation dans les langues stratégiques et consolider son partenariat

avec l'ambassade de Chine afin d'améliorer les ressources pédagogiques et l'encadrement des apprenants. Les responsables universitaires ont enfin rappelé que la maîtrise des langues étrangères constitue aujourd'hui un levier essentiel pour l'insertion professionnelle, le développement des compétences et le renforcement de la coopération internationale.

El-Aniou Fatima

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le, _____
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

NB : les abonnements sont payables à l'avance

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique

جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة التربية الوطنية والتعليم والبحث العلمي

AFD

AVIS DE RECRUTEMENT

- 1- Assistant(e) Administratif, Financier et Comptable (AAFC)
- 2- Responsable de Projet Chargé(e) du Suivi Evaluation (RSEC)

Le Gouvernement des Comores s'est engagé dans une réforme prioritaire visant à garantir une éducation de base de qualité, équitable, inclusive et résiliente. Pour appuyer cette dynamique, le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) met en œuvre le projet RCISEC-BLM, financé par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) à hauteur de 1 000 000 USD, avec l'AFD comme Agent Partenaire. La gestion de ce projet est confiée à la Cellule de Gestion du Programme Bundo La Malezi (CGP-BLM). C'est dans ce cadre que la cellule recrute un(e) Assistant(e) Administratif, Financier et Comptable (AAFC) et un(e) Responsable de Projet Chargé du Suivi Evaluation.

Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent obtenir des informations auprès de la cellule de gestion du projet du programme Bundo La Malezi sis au MENERS et prendre connaissance des termes de référence aux heures suivantes: **du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00 (heure locale) et du vendredi de 8h00 à 12h00 (heure locale).**

Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent venir également obtenir les termes de référence en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous :

blm_apm.enzouddineabdoulwahid@gmail.com ; copie
blm.coordonourdinebourhani@gmail.com

Les candidatures devront être déposées à l'adresse ci-dessous **au plus tard le jeudi 03/ 08/ 2026 à 16h 00 (heure locale).**

Programme Bundo La Malézi,
Ministère de l'Éducation Nationale Moroni Route Avenue de la République du Sénégal
Tél : 333 34 89

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE :

Les prestataires de santé renforcent leurs compétences

Le samedi 27 juin dernier, à l'Alliance française de Fomboni, s'est achevé un atelier de formation consacré au renforcement des capacités des prestataires de santé sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre (VBG), de l'exploitation et des abus sexuels (EAS) ainsi que du harcèlement sexuel (HS). Pendant deux jours, les participants ont approfondi leurs connaissances afin d'améliorer la qualité de l'accompagnement des survivants et de renforcer les mécanismes de prévention dans le système de santé.

Après deux journées de travaux intensifs, l'atelier de formation destiné aux prestataires de santé sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre (VBG), de l'exploitation et des abus sexuels (EAS) ainsi que du harcèlement sexuel (HS) s'est clôturé ce samedi 27 juin 2026 à l'Alliance française de Fomboni - Mohéli. Cette formation avait pour objectif de renforcer les

connaissances et les compétences des professionnels de santé afin d'améliorer la prévention, le dépistage et la prise en charge des survivants de violences. Elle a réuni plusieurs acteurs du secteur sanitaire autour d'un programme mêlant exposés interactifs, études de cas, échanges d'expériences et discussions.

Au cours des différentes sessions, les participants ont été sensibilisés aux concepts fondamentaux des violences basées sur le genre, à leurs causes, leurs conséquences ainsi qu'aux différentes formes de violences. Les formateurs ont également présenté le cadre légal et institutionnel, les principes directeurs, les mécanismes de signalement et de gestion des plaintes, ainsi que les procédures d'identification et de référencement des survivants. Une attention particulière a été accordée à la prise en charge médicale des victimes. Les participants ont été formés sur le consentement, l'approche centrée sur les survivants, la prise en charge clinique, l'approche syndromique, le suivi médical ainsi que les examens physiques et géni-



taux adaptés aux cas de violences basées sur le genre.

Des évaluations, organisées en début et en fin de formation, ont permis de mesurer les progrès réalisés par les participants et de vérifier l'acquisition des connaissances. À l'issue de cette session, les prestataires de santé disposent désormais de

compétences renforcées pour mieux prévenir les violences, accueillir les survivants dans le respect de leurs droits, assurer une prise en charge médicale de qualité et orienter efficacement les victimes vers les services compétents. Cette initiative marque une étape importante dans le renforcement du système de santé à

Mohéli et témoigne de la volonté des acteurs concernés de lutter efficacement contre les violences basées sur le genre, tout en garantissant une meilleure protection des personnes les plus vulnérables.

Riwad



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME CHARGE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)
Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX STAGIAIRES EN GESTION FINANCIERE DU PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

SELECTION DE CONSULTANT PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)
N° de don : IDA-191-KM
N° de référence : 2026-09-STG1-GF-UGP-PRRC/2026-10-STG2-GF-UGP-PRRC

Date de l'Avis : le 25 JUIN 2026
Date limite de cet avis : 09 JUILLET 2026 à 14H00 (heure locale)
Approche : Ouverte Nationale (L'avis est ouvert à tout soumissionnaire de nationalité comorienne.)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat des services de « Deux Stagiaires en Gestion Financière » du Projet Régional de Résilience climatique (PRRC)

1. Missions Principale

Dans une perspective de réduction des impacts humains, économiques, sociaux et environnementaux liés aux risques naturels, le MATUAFTT, se pro-

pose à travers le PRRC, de recruter deux stagiaires en Gestion financière pour d'assister le Responsable Administratif et Financier dans la gestion Financière, administrative et logistique du Projet.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- Vérifier de l'exhaustivité et la conformité des documents des dépenses avant paiement
- Appui dans la gestion des dossiers de paiement
- Informer périodiquement le Responsable Administratif et financier des factures payées et impayées
- Proposer les écritures comptables sur les transactions
- Etablir les états de rapprochement bancaires.

2. Profil Normatif du Poste :

- Être titulaire d'un diplôme de grande école au minimum Bac+3 en Gestion, obtenu depuis moins de deux (2) ans
- Aucune expérience professionnelle requise
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique
- Avoir une bonne maîtrise du français

(Ecrit et Oral)

- Être âgé(e) de moins de 30ans à la date de recrutement
- Ne pas avoir fait partie de la première cohorte.

4. Durée :

La durée de stage sera de douze (12) mois, soit un (1) an, répartie comme suit :

- Une première période de six (06) mois, avec une évaluation de performance trimestrielle (basée sur l'assiduité et la capacité à assimiler les tâches attribuées conformément aux TDRs)
- Une rotation auprès d'un autre projet après les six (06) premiers.

4. Dossier de candidature :

- Lettre de Motivation
- Curriculum Vitae
- Copie certifiée conforme du diplôme
- Copie de la pièce d'identité.

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après : rcrpcomores@gmail.com / samil.chakira@outlook.com

Les manifestations d'intérêt rédigées

en français constituées d'un (01) dossier doit être déposés sous plis fermés avec la mention : « **Recrutement de recruter deux stagiaires en Gestion financière** » pour le Marché de Consultation Référencée 2026-09-STG1-GF-UGP-PRRC/2026-10-STG2-GF-UGP-PRRC, avant 14H00 Le 09 Juillet 2026.

Il convient de noter que seul les candidat(e)s présélectionner Seront appeler à passer un entretien.

Seules les offres physiques seront évaluées.

5. Dossier de candidature :

- Lettre de Motivation
- Curriculum Vitae
- Copie certifiée conforme du diplôme
- Copie de la pièce d'identité.

À l'attention de : **M. SAMIL CHAKIRA**
Coordonnateur National
Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com
Téléphone : +269 733 26 09

Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Meck, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.